

## CONDIZIONI D'UTILIZAZIONE DEL FORMULARE

<p><b>(1) GENERALITÀ</b></p> <p>Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'Article R. 225-76 du Code de Commerce. Quelque soit l'option choisie, le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, le signataire doit les vérifier et, éventuellement, les rectifier.</p> <p>Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.</p> <p>Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.</p> <p>Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (Article R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).</p> <p>Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (Article R. 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la fois "Je vote par correspondance" et "Je donne pouvoir" (Article R. 225-81 Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.</p>	<p><b>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b></p> <p><u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</u>          "Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant".</p>	<p>il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.</p> <p>Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :</p> <p>1° Contrôlé, au sens de l'Article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;</p> <p>2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'Article L. 233-3 ;</p> <p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'Article L. 233-3 ;</p> <p>4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'Article L. 233-3.</p> <p>Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.</p> <p>Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.</p> <p>La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><u>Article L. 225-106-2 du Code de Commerce</u></p> <p>Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'Article L. 225-106, rend publique sa politique de vote.</p> <p>Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><u>Article L. 225-106-3 du Code de Commerce</u></p> <p>Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième et quatrième alinéas de l'Article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'Article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.</p> <p>Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non respect des dispositions de l'Article L. 225-106-2.</p>
<p><b>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE</b></p> <p><u>Article L. 225-107 du Code de Commerce (extrait) :</u>          "Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.</p> <p>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixés par décret en Conseil d'Etat."</p> <p>► Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noircir la case "JE VOTE PAR CORRESPONDANCE" au recto.</p> <p>Dans ce cas, il vous est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les projets de résolutions proposées ou agréés par l'Organe de Direction :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne noircissant aucune case.</li> <li>- soit de voter "non" ou de vous "abstenir" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes.</li> </ul> </li> <li>• Pour les projets de résolutions non agréés par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en noircissant la case correspondant à votre choix.</li> </ul> <p>En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposés lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondant à votre choix.</p>	<p><b>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE</b></p> <p><u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</u>          « I - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.</p> <p>Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :</p> <p>1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;</p> <p>2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.</p> <p>II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'Article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'Article L. 225-23 ou de l'Article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'Article L. 225-23 ou de l'Article L. 225-71. Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites ».</p> <p><u>Article L. 225-106-1 du Code de Commerce</u></p> <p>Lorsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du I de l'Article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité,</p>	<p>Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.</p> <p>La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><u>Article L. 225-106-2 du Code de Commerce</u></p> <p>Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'Article L. 225-106, rend publique sa politique de vote.</p> <p>Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><u>Article L. 225-106-3 du Code de Commerce</u></p> <p>Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième et quatrième alinéas de l'Article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'Article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.</p> <p>Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non respect des dispositions de l'Article L. 225-106-2.</p>

Si les informations contenues sur ce formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de compte.

## ISTRUZIONI PER LA COMPILAZIONE DEL MODULO

<p><b>(1) INFORMAZIONI GENERALI</b></p> <p>Il presente documento rappresenta un modulo unico ai sensi dell'articolo R 225-76 del Codice del Commercio francese. Indipendentemente dall'opzione selezionata, il firmatario è tenuto a riportare esattamente, nello spazio riservato a tale scopo, il proprio cognome (in maiuscolo) e nome abitualmente utilizzati e il proprio indirizzo; qualora tali informazioni siano già riportate sul modulo, il firmatario dovrà verificarle ed eventualmente rettificarle.</p> <p>Per le persone giuridiche, il firmatario dovrà indicare il proprio cognome e nome e la propria qualifica.</p> <p>Qualora il firmatario non sia l'azionista (ad esempio: amministratore legale, tutore, ecc.), dovrà indicare il proprio cognome e nome e la qualifica in base alla quale è autorizzato a firmare il modulo di voto.</p> <p>Il modulo inviato per un'assemblea vale anche per le assemblee convocate successivamente con lo stesso ordine del giorno (articolo R 225-77 comma 3 del Codice del Commercio francese).</p> <p>Il testo delle risoluzioni è riportato nell'avviso di convocazione allegato al presente modulo (articolo R 225-81 del Codice del Commercio francese). Non utilizzare contemporaneamente le opzioni "Voto per corrispondenza" e "Conferisco delega" (Articolo R 225-81 del Codice del Commercio francese). Farà fede la versione francese del presente documento.</p>	<p><b>(3) CONFERIMENTO DI DELEGA AL PRESIDENTE DELL'ASSEMBLEA GENERALE</b></p> <p><u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract) :</u>          "Per le deleghe conferite da un azionista, senza indicazione del mandatario, il presidente dell'assemblea generale emette un voto favorevole all'adozione di bozze di risoluzioni presentate o autorizzate dal consiglio d'amministrazione o dall'organo direttivo, a seconda dei casi, e un voto sfavorevole all'adozione di tutte le altre bozze di risoluzione. Per emettere qualsiasi altro voto, l'azionista deve nominare un mandatario, il quale accetti di votare secondo quanto indicato dal mandante".</p>	<p>solidarietà, verrà informato dal proprio mandatario di qualsiasi evento che gli permetta di valutare il rischio che quest'ultimo persegua un interesse diverso dal suo.</p> <p>Tale informazione riguarda in particolare il caso in cui il mandataro o, se del caso, la persona per conto della quale egli agisce :</p> <p>1° controlli, ai sensi dell'articolo L. 233-3, la società la cui assemblea è chiamata a riunirsi;</p> <p>2° sia membro dell'organo di gestione, di amministrazione o di vigilanza di questa società o di una persona che la controlla ai sensi dell'articolo L. 233-3;</p> <p>3° sia dipendente di tale società o di una persona che la controlla ai sensi dell'articolo L. 233-3;</p> <p>4° sia controllato o eserciti una delle funzioni citate al punto 2° o al punto 3° in una persona o un'entità controllata da una persona che controlla la società ai sensi dell'articolo L. 233-3.</p> <p>Questa informazione viene fornita anche qualora esista un legame familiare tra il mandataro o, all'occorrenza, la persona per conto della quale agisce e una persona fisica che si trovi in una delle situazioni elencate ai punti 1° - 4°.</p> <p>Qualora durante il mandato si verifici uno dei fatti citati nei precedenti commi, il mandataro ne informerà tempestivamente il proprio mandante. Qualora questi non confermi esplicitamente il mandato, quest'ultimo sarà ritenuto caduco.</p> <p>La caducità del mandato è notificata tempestivamente dal mandataro alla società.</p> <p>Le condizioni d'applicazione del presente articolo sono stabilite per decreto dal Consiglio di Stato.</p> <p><u>Articolo L.225-106-2 del Codice del Commercio francese</u></p> <p>Chiunque effettui una sollecitazione attiva di mandati, proponendo direttamente o indirettamente a uno o più azionisti, in qualsivoglia forma e con qualsivoglia mezzo, di ricevere delega per rappresentarli presso l'assemblea di una società citata al terzo e quarto comma dell'articolo L. 225-106, dovrà rendere pubblica la sua politica di voto.</p> <p>Può inoltre rendere pubbliche le sue intenzioni di voto sulle bozze di risoluzioni presentate all'assemblea. In tal caso, per le deleghe ricevute senza istruzioni di voto, esprimerà un voto conforme alle intenzioni di voto rese pubbliche.</p> <p>Le condizioni di applicazione del presente articolo sono stabilite per decreto dal Consiglio di Stato.</p> <p><u>Articolo L.225-106-3 del Codice del Commercio francese</u></p> <p>Il tribunale del commercio nel cui ambito di competenza ha sede legale la società può, su richiesta del mandante e per un periodo non superiore a tre anni, privare il mandataro del diritto di partecipare in veste alle assemblee della società interessata in caso di mancato rispetto dell'obbligo d'informazione previsto ai commi 3° - 7° dell'articolo L. 225-106-1 o delle disposizioni dell'articolo L. 225-106-2. Il tribunale può decidere la pubblicazione di questa decisione a spese del mandataro.</p> <p>Il tribunale può pronunciare le stesse sanzioni nei confronti del mandataro su richiesta della società in caso di mancato rispetto delle disposizioni dell'articolo L. 225-106-2.</p>
<p><b>(2) VOTO PER CORRISPONDENZA</b></p> <p><u>Articolo L. 225-107 del Codice del Commercio francese (estratto) :</u>          "Ogni azionista gode della facoltà di votare per corrispondenza, mediante un modulo il cui contenuto sia stabilito per decreto dal Consiglio di Stato.</p> <p>Le disposizioni contrarie dello statuto sono ritenute non scritte.</p> <p>Per il calcolo del quorum, si tiene conto solo dei moduli pervenuti alla società entro la data della riunione dell'assemblea, alle condizioni ed entro i termini stabiliti per decreto dal Consiglio di Stato."</p> <p>► Per votare per corrispondenza, occorre obbligatoriamente annerire la casella "VOTO PER CORRISPONDENZA" a tergo. In questo caso, si chiede :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• per le bozze di risoluzione proposte o autorizzate dall'Organo direttivo:             <ul style="list-style-type: none"> <li>- di votare "sì" per tutte le risoluzioni, senza annerire alcuna casella, oppure</li> <li>- di votare "no" o di "astenersi" (voto equivalente a "no") in merito ad alcune o a tutte le risoluzioni, annerendo singolarmente le caselle corrispondenti.</li> </ul> </li> <li>• per le bozze di risoluzione non autorizzate dall'Organo direttivo, di votare risoluzione per risoluzione, annerendo la casella corrispondente alla propria scelta.</li> </ul> <p>Inoltre, nel caso in cui in occasione dell'assemblea si depositassero emendamenti alle risoluzioni presentate o nuove risoluzioni, si prega di scegliere tra 3 possibilità (conferimento di delega al Presidente dell'assemblea generale, astensione o conferimento di delega a persona indicata), annerendo la casella corrispondente alla propria scelta.</p>	<p><b>(4) CONFERIMENTO DI DELEGA A PERSONA INDICATA</b></p> <p><u>Articolo L. 225-106 del Codice del Commercio francese (estratto) :</u>          "I - Ogni azionista può farsi rappresentare da un altro azionista, dal proprio coniuge o dalla persona con cui ha stipulato un patto civile di solidarietà.</p> <p>Inoltre, può farsi rappresentare da qualsiasi altra persona fisica o giuridica a scelta:</p> <p>1° qualora le azioni della società siano ammesse alle contrattazioni su un mercato regolamentato.</p> <p>2° qualora le azioni della società siano ammesse alle contrattazioni nell'ambito di un sistema multilaterale di contrattazione, soggetto alle disposizioni di legge o regolamentari miranti a tutelare gli investitori da operazioni di insider trading, manipolazioni di quotazioni e divulgazione di false informazioni, secondo le condizioni previste dal regolamento generale dell'Autorité des marchés financiers (autorità francese di regolamentazione dei mercati finanziari), riportate in un elenco stabilito dall'AMF alle condizioni fissate dal suo regolamento generale e che siano previste dallo statuto.</p> <p>II - Il mandato nonché, all'occorrenza, la sua revoca sono scritti e comunicati alla società. Le condizioni di applicazione del presente comma sono stabilite per decreto dal Consiglio di Stato.</p> <p>III - Prima di ogni riunione dell'assemblea generale degli azionisti, il presidente del consiglio d'amministrazione o l'organo direttivo, a seconda dei casi, può organizzare la consultazione degli azionisti di cui all'articolo L. 225-102, allo scopo di permettere loro di nominare uno o più mandatori per rappresentarli in seno all'assemblea generale, conformemente alle disposizioni del presente articolo.</p> <p>Tale consultazione è obbligatoria qualora, essendo stato modificato lo statuto ai sensi dell'articolo L. 225-23 o dell'articolo L. 225-71, l'assemblea generale ordinaria debba nominare nel consiglio d'amministrazione o nel consiglio di vigilanza, a seconda dei casi, uno o più dipendenti azionisti o membri del consiglio di vigilanza dei fondi comuni di investimento dell'azienda che detengano azioni della società. Tale consultazione è inoltre obbligatoria qualora l'assemblea generale straordinaria debba pronunciarsi su una modifica dello statuto ai sensi dell'articolo L. 225-23 o dell'articolo L. 225-71. Le clausole contrarie alle disposizioni dei precedenti commi sono ritenute non scritte."</p> <p><u>Articolo L.225-106-1 del Codice del Commercio francese</u></p> <p>Qualora, nei casi previsti al terzo e quarto comma del capitolo I dell'articolo L. 225-106, l'azionista si faccia rappresentare da una persona diversa dal proprio coniuge o dalla persona con cui ha stipulato un patto civile di</p>	<p>La caducità del mandato è notificata tempestivamente dal mandataro alla società.</p> <p>Le condizioni d'applicazione del presente articolo sono stabilite per decreto dal Consiglio di Stato.</p> <p><u>Articolo L.225-106-2 del Codice del Commercio francese</u></p> <p>Chiunque effettui una sollecitazione attiva di mandati, proponendo direttamente o indirettamente a uno o più azionisti, in qualsivoglia forma e con qualsivoglia mezzo, di ricevere delega per rappresentarli presso l'assemblea di una società citata al terzo e quarto comma dell'articolo L. 225-106, dovrà rendere pubblica la sua politica di voto.</p> <p>Può inoltre rendere pubbliche le sue intenzioni di voto sulle bozze di risoluzioni presentate all'assemblea. In tal caso, per le deleghe ricevute senza istruzioni di voto, esprimerà un voto conforme alle intenzioni di voto rese pubbliche.</p> <p>Le condizioni di applicazione del presente articolo sono stabilite per decreto dal Consiglio di Stato.</p> <p><u>Articolo L.225-106-3 del Codice del Commercio francese</u></p> <p>Il tribunale del commercio nel cui ambito di competenza ha sede legale la società può, su richiesta del mandante e per un periodo non superiore a tre anni, privare il mandataro del diritto di partecipare in veste alle assemblee della società interessata in caso di mancato rispetto dell'obbligo d'informazione previsto ai commi 3° - 7° dell'articolo L. 225-106-1 o delle disposizioni dell'articolo L. 225-106-2. Il tribunale può decidere la pubblicazione di questa decisione a spese del mandataro.</p> <p>Il tribunale può pronunciare le stesse sanzioni nei confronti del mandataro su richiesta della società in caso di mancato rispetto delle disposizioni dell'articolo L. 225-106-2.</p>

Qualora le informazioni riportate nel presente modulo siano utilizzate ai fini dell'archiviazione in un data base informatico, saranno soggette alle disposizioni della legge francese n° 78-17 del 6 gennaio 1978 e sue modifiche, in modo particolare per quanto riguarda il diritto di accesso e di rettifica che può essere esercitato dall'interessato presso il proprio depositario.